



l'édito d'Alain Bergounioux

Ouvrir les yeux

Dans un moment fait d'incertitudes et d'interrogations sur les échéances à venir, la meilleure manière de se conduire est de regarder en face la réalité. Comme le disait récemment Michel Rocard : « *il y a une espèce de joie de vivre de beaucoup de gens à faire qu'on quitte la réalité et qu'on se bat sur des symboles. Les symboles c'est très important, nous en vivons, nous y sommes accrochés, mais, quand on quitte la réalité, on ne fait pas de bien au pays !* », et, j'ajouterai, au parti...

Hé ! Bien, il y a trois sortes de réalités que nous devons avoir constamment présentes à l'esprit, aujourd'hui. La première nous concerne, nous, les socialistes. La gauche est entraînée dans un processus de fragmentation mortifère. Un paradoxe est que plus on parle des élections primaires, plus on s'appête à la division, tant il n'y a pas, pour l'heure, d'accord sur les conditions nécessaires : accepter les mêmes règles. Il faut, de toute urgence, revenir sur le fond et ne pas passer des mois en arguties de procédure. Tout exercice du pouvoir prête certes à critique. Et le parti a dit ce qu'il pense sur toutes les grandes questions, contrairement à ce qui est prétendu. Ce que nous tentons, dans une période de grands bouleversements technologiques, économiques, sociaux et culturels, est d'établir un équilibre entre l'efficacité et la justice. On ne peut pas se représenter l'avenir sous les traits du passé, même récent. Alors, confrontons les projets et les réponses concrètes, n'ayons donc aucune peur du débat avec les différentes composantes de la gauche. C'est sur cette base que pourra alors être posée clairement la possibilité d'une élection primaire commune. Cela demande que le Parti socialiste puisse se renouveler pour être le plus consistant possible.

La droite paraît également divisée. Les jeux tactiques qui l'agitent actuellement, à l'Assemblée et au Sénat, moins pour déterminer une position exacte sur le texte de la révision constitutionnelle que pour savoir qui de Nicolas Sarkozy, François Fillon ou Alain Juppé marquera une influence prépondérante, illustrent tout à fait les luttes internes qui vont embellir et croître dans les mois qui viennent. Cependant, nous pouvons maintenant juger sur pièces. La floraison, en effet, des livres et des interventions des têtes de file de la droite, pour un peu fastidieuse qu'elle soit, est instructive. Car, à part les différences naturelles de style et des chiffrages parfois divergents, il y a un fond qui s'affiche commun et dessine un avenir inquiétant. Loin de permettre une modernisation du pays,

comme la droite le prétend, c'est d'un retour en arrière dont il s'agit, autour d'un modèle libéral, qui regarde vers les années 1986-1988, et peut être même vers le milieu du XIX^{ème} siècle, avec un Etat resserré sur ses fonctions régaliennes. Pour le reste, il s'agit d'un « contre-choc fiscal », favorable aux plus aisés, d'une déstructuration du code du travail, de la facilitation des licenciements, d'un abaissement accru des charges des entreprises - sans aucune préoccupation de ce qu'en serait l'effet sur les prestations sociales -, une transmission sans impôt des entreprises familiales avec héritiers, etc...

Il est encore trop tôt pour connaître les conclusions exactes du séminaire de la direction du Front national. Mais, le fait qui l'a amené, est à lui seul significatif. Le Front national, quel que soit le nom qu'il pourra prendre - il y a déjà des Comités « Rassemblement Bleu Marine » - se pose sérieusement la question du pouvoir. On voit bien l'opposition de deux tendances. Ceux qui prônent d'aller plus loin dans la « dédramatisation » - comme le manifeste l'affiche sur « *La France apaisée* » - quitte à revenir sur la question de l'abandon de l'euro, qui dessine un avenir par trop incertain, et ceux qui pensent que l'anti-immigration - « les torrents migratoires » dont parle Jean-Marie Le Pen - sera bien suffisant pour progresser. Nous verrons dans quel sens ira le Front national - avec, vraisemblablement, un mélange des deux lignes à grand renfort de communication. Mais, le danger est bien là et, disons-le, fait apparaître assez dérisoires bien des débats internes à la gauche et à la droite...

Regarder ces réalités en face, fait apparaître ce que sont d'ores et déjà les choix qui sont devant nous. Dans le fond, chacun à leur manière, les droites et l'extrême droite proposent des retours dans le passé, le passé libéral, pour l'un, un passé fantasmé et menaçant, pour l'autre, alors qu'il faut concevoir des politiques pour notre temps. C'est moins aisé, assurément, car il faut parfois tâtonner, mais c'est privilégier l'intérêt général du pays.

Rétrospective ou autocommémoration ?

La publication, par Nicolas Sarkozy, de l'ouvrage intitulé *La France pour la vie*, apparaît à bien des égards comme une initiative à contre courant. Elle aurait sans doute eu une signification au soir de sa défaite, le 6 mai 2012. Elle aurait pu avoir un sens lors de l'annonce de son retour à la tête de ce qui s'appelait encore l'UMP, à l'époque. Aujourd'hui, elle semble hors sol, à tout le moins, incongrue. Elle apparaît davantage comme une opération de communication que comme un travail sérieux d'introspection à ciel ouvert, que personne d'ailleurs ne lui demande.

Sortir d'une séquence difficile. L'ancien chef de l'État sort d'une séquence politique pour le moins chaotique pour lui-même. Il lui fallait chercher à reprendre l'initiative, en particulier à l'intention de son propre camp, de ses propres partisans. Bref, faire parler de lui, et si possible, en bien.

Son attitude agressive et les consignes, pour le moins vindicatives données à ses troupes parlementaires, le 17 novembre, 4 jours après les attentats du 13 novembre et la veille de l'épilogue de Saint Denis, ont démontré sa difficulté à comprendre la situation et le besoin de clarté et de calme qui s'y attachent.

Son comportement, au soir du premier tour des élections régionales, a, par ailleurs, confirmé son incapacité politique à trancher entre l'extrême droite xénophobe, et la République, ce qui demeure étrange et préoccupant pour un homme qui prétend gouverner à nouveau le pays des droits de l'Homme et du Citoyen.

Il a ainsi pris le risque d'être explicitement désavoué par Xavier Bertrand et Christian Estrosi, soutien fidèle jusqu'alors, notamment, qui n'ont pas manqué de lui dire leur réprobation. D'être aussi désavoué par des centaines de milliers

d'électeurs qui ont préféré la République au repli nationaliste, qui ont refusé le *ni-ni*, synonyme de vraie désinvolture et de fausse facilité.

Sa décision incompréhensible, d'assister à un match de football au Parc des Princes, le soir du second tour, dès sa déclaration politique expédiée, au lieu d'assumer les résultats électoraux et de féliciter ses têtes de listes victorieuses - même si elles étaient moins nombreuses qu'attendu - a révélé une constante de son caractère, le mépris narcissique de tout ce qui ne le concerne pas directement, ainsi que le refuge dans le déni, quand les événements, à savoir l'élection de candidats « LR » face au Front national, grâce à la mobilisation sans faille des électeurs de gauche, contredisent ses calculs.

La question, à laquelle il est actuellement confronté, est simple : comment faire pour exister ? Comment rebondir dans une formation politique, au sein de laquelle de plus en plus d'élus doutent de ses intuitions et de ses anticipations ? Comment redevenir celui qui estimait, il y a peu de temps encore, pouvoir « faire don de sa personne à la droite », pour

mieux la sauver ?

Son comportement, au soir du premier tour des élections régionales, a confirmé son incapacité politique à trancher entre l'extrême droite xénophobe, et la République, ce qui demeure étrange et préoccupant pour un homme qui prétend gouverner à nouveau le pays des droits de l'Homme et du Citoyen.

Des concessions de pure forme. Que l'on se rassure, la « repentance » n'est que de pure forme. Le Président de « LR » prétend regretter son escapade en bateau, gracieusement prêté par Boloré, dès le 8 mai 2007, soit 48 heures après l'élection présidentielle, tandis qu'il avait exprimé l'intention, entre les deux tours de scrutin, de se réfugier quelques jours, dans une semi-retraite, en cas de victoire.

Il laisse entendre qu'il déplore sincèrement de s'être montré grossier, voire vulgaire, à l'encontre d'un citoyen contestataire, lors d'une visite au

Salon de l'Agriculture. Mais, il se comporte de manière toujours aussi méprisante vis-à-vis de ceux qui lui résistent dans le parti ou des juges qui le convoquent pour élucider quelques dysfonctionnements de sa dernière campagne électorale présidentielle.

Il indique, enfin, mais en fait un peu tard, qu'il a eu tort de s'opposer au principe du « Mariage pour tous » et assène comme une découverte, qu'il ne saurait être question de « démarier » des personnes de même sexe vivant en couple, en cas d'alternance à droite, ce que chacun savait depuis l'origine, en particulier parmi les professionnels du droit, dont il fait en principe partie.

Pour le reste, il confirme et amplifie même, tous ses schémas de pensée des années 2010 / 2012.

Il précise à ceux qui l'auraient mal compris, qu'il pense qu'il aurait dû aller plus loin. Nous en voulons pour preuve ses propos relatifs à l'immigration présentée une fois de plus comme le mal et le danger absolu. On est pourtant en droit d'attendre autre chose, sur un sujet complexe et dans un contexte mondialisé, de la part d'un ancien chef d'État, qu'un plaidoyer aussi simpliste que démagogique. Sur ces dossiers

comme sur beaucoup d'autres, il faut chercher à expliquer et à rassembler, et non à miser sur le rejet et la division. Il s'agit aussi de rappeler que des milliers de migrants meurent chaque année aux portes de l'Europe, pour avoir simplement tenté de survivre. Emprunter délibérément au fond de commerce et au langage de l'extrême droite ne l'a jamais fait reculer, bien au contraire.

Des regrets à la fois révélateurs et inquiétants pour l'avenir. Nicolas Sarkozy regrette de ne pas avoir supprimé, quand il occupait la fonction suprême, l'Impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF. L'ancien maire de Neuilly est donc sans équivoque. Il s'aligne ainsi sur les préconisations d'Alain Juppé, de François Fillon, et de Bruno Le-maire, ses rivaux pour les futures primaires de LR. Dans le même temps, il ne semble pas

s'émouvoir d'un montant de fraude et d'évasion fiscale annuelle, souvent évalué à 80 milliards et, surtout, de la faiblesse des recettes de l'ISF qui, avec 4 milliards, ne représente qu'à peine 1 % du budget de l'État et 0,03 % du patrimoine national. Il reprend, par ailleurs, ses attaques habituelles contre les 35 heures hebdomadaires de travail, déplorant de ne pas y avoir mis fin pendant son quinquennat et négligeant le fait qu'une telle approche contredirait directement son célèbre slogan « travailler plus pour gagner plus ». Car, avec une telle mesure non négociée et imposée d'en haut, la baisse du pouvoir d'achat des salariés serait considérable. En admettant qu'il continue de se référer à une durée légale, en l'occurrence vraisemblablement à 39 heures, ce qui n'est pas

énoncé clairement. Le clin d'œil en direction des possédants est manifeste.

L'amnésie du président de LR a de quoi perturber. N'est-ce pas sous son quinquennat, de 2007 à 2012, que la dette publique cumulée a progressé de 600 milliards, que le déficit public a, en moyenne annuelle, presque doublé, et que les « niches fiscales », autant dire les dépenses publiques, ont été multipliées par deux ?

L'austérité comme un fil rouge. De ce point de vue, Nicolas Sarkozy n'a pas changé, si ce n'est en pire. Son annonce de baisse des dépenses fiscales, de l'ordre de 100 milliards d'euros en 5 ans, le place dans les pas de tous ses rivaux à droite, certains comme François Fillon envisageant même près de 150 milliards. L'amnésie

du président de « LR » a de quoi perturber. N'est-ce pas sous son quinquennat, de 2007 à 2012, que la dette publique cumulée a progressé de 600 milliards, que le déficit public a, en moyenne annuelle, presque doublé, et que les « niches fiscales », autant dire les dépenses publiques, ont été multipliées par deux ? Les intentions de Nicolas Sarkozy sont limpides : défaire les services publics et la protection sociale, autant dire ce qui fait, en partie, l'exception française. Derrière les regrets affichés, se profile la volonté de revanche sociale. Celle ci susciterait pourtant une crise de confiance pour l'ensemble des salariés et des retraités, et au bout du compte, une rétractation de tous les acteurs économiques et sociaux. Nous n'avons pas besoin d'une telle expérience, alors que nous sommes déjà, en France et en Europe, à la limite de la déflation.

La poursuite du redressement du pays, engagé depuis près de quatre ans, suppose que ceux qui produisent, travaillent, et consomment, renouent avec la confiance. Celle-ci serait brisée nettement par la « purge » recommandée par le président de LR.

Des « primaires » à haut risque pour l'ancien chef de l'État. En réalité, l'ancien maire de Neuilly-sur-Seine est engagé dans une course effrénée au « moins disant » social, à l'affaiblissement de l'État face aux oligarchies, à l'ultralibéralisme économique, à la fuite en avant dans la démolition du modèle social.

L'enjeu est de taille pour lui : tenter de remporter une « primaire » à l'issue, pour l'heure, incertaine, faute de pouvoir l'éviter.

Ou de manière plus brutale : comment essayer de ne pas perdre la bataille des « primaires », faute d'avoir su l'empêcher ? Or, rien n'est joué, et tout indique que Nicolas Sarkozy a en partie perdu la main.

Entre méthode Coué et narcissisme. Il se voulait l'homme providentiel, au lendemain de l'implosion de la direction de l'UMP, au printemps 2014. Il tend, aujourd'hui, à devenir un prétendant parmi

d'autres, parce que chacun se souvient qu'il a perdu, en 2012. Il reste néanmoins convaincu de pouvoir à la fin, s'imposer comme le meilleur, oscillant ainsi entre méthode Coué et narcissisme. L'ouvrage *La France pour la vie* le confirme presque à chaque page.

Son objectif demeure toujours le même : prendre sa revanche sur François Hollande, dont il a toujours contesté la légitimité, sur son camp, encombré, à ses yeux, d'incapables et d'arrivistes, et implicitement, sur les Français qui ont eu l'outrecuidance et le mauvais goût de le désavouer, de ne pas apprécier sa prestation à la tête de l'exécutif.

Le livre de Nicolas Sarkozy est essentiellement consacré à sa personne. Au-delà de quelques ap-

proximations, notamment, en politique étrangère, il ne contient aucune idée nouvelle. Nous sommes en présence d'une fausse repentance et d'une vraie justification, parfois besogneuse, de tous ses actes et de toutes ses déclarations, depuis 15 ans.

A l'exception d'une concession tactique relative au « Mariage pour tous » - pourquoi diable avoir bien imprudemment donné des gages à Christine Boutin ? -, le Président de « LR » conforte et fortifie tous les ressorts idéologiques et politiques qui ont conduit à sa défaite du 6 mai 2012, et à l'échec collectif de l'ex-UMP du 17 juin 2012. Son ennemie est la gauche, sa concurrente, l'extrême droite.

Son objectif demeure toujours le même : prendre sa revanche sur François Hollande, dont il a toujours contesté la légitimité, sur son camp, encombré, à ses yeux, d'incapables et d'arrivistes, et implicitement, sur les Français qui ont eu l'outrecuidance et le mauvais goût de le désavouer, de ne pas apprécier sa prestation à la tête de l'exécutif.

Il présente la dérégulation sociale et économique comme une liberté. Il brandit les peurs, pour mieux tenter d'apparaître comme l'homme des fausses évidences, d'ailleurs maintes fois ressasées. Il dénigre plus que jamais les corps intermédiaires, les associations, les syndicats, comme si une démocratie adulte pouvait se passer d'une société civile diversifiée et respectée. Il demeure prisonnier de ses dogmes « identitaires », alors que

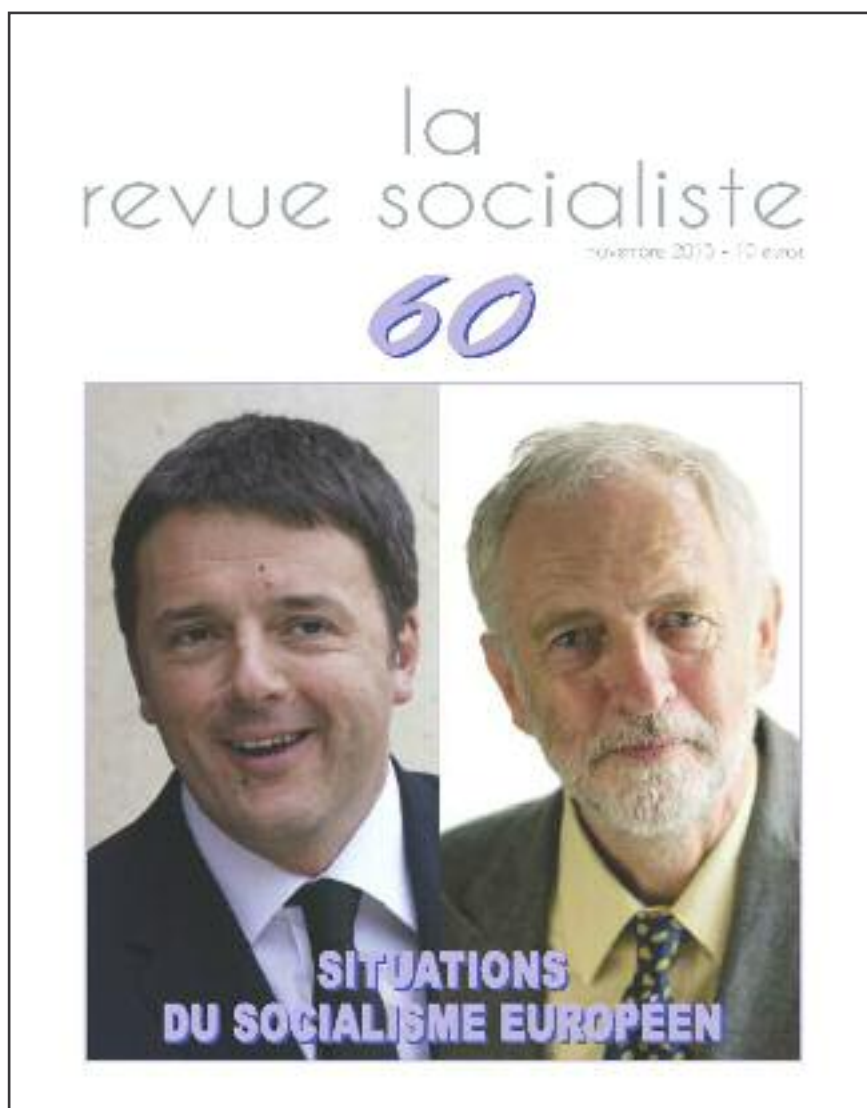
l'égalité des droits reste le repère de notre action et, surtout, la promesse portée par toute l'exception républicaine française depuis deux siècles. Il assume surtout une vraie dérive explicitée depuis juillet 2010 à Grenoble, vers des thèmes sécuritaires et discriminatoires, propres de tout temps, à l'extrême droite.

A 61 ans et après plus de 30 ans de vie politique - il a été élu maire de Neuilly au début des années 80 -, il est toujours le même. Un homme de pouvoir, très marqué à droite, sûr de lui, sensible aux intérêts des milieux très favorisés, plus soucieux d'assouvir une immense ambition personnelle que de porter un destin collectif.

M.B.

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
à la situation du socialisme européen. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :

Quand Sarkozy manifeste un intérêt soudain pour l'agriculture...

L'ancien maire de Neuilly-sur-Seine s'intéresse à l'agriculture et au monde rural. C'est du moins ce qu'il a tenté d'afficher lors du séminaire de LR, organisé à propos du monde rural, le 3 février dernier. Il est vrai que les résultats des élections régionales de décembre ont montré l'étendue du terrain perdu par l'ex-UMP, au profit du FN. A défaut de reconquête, il faut, à tout le moins, arrêter l'hémorragie.

Mais, comme pour mieux prouver qu'il n'a, en rien changé, contrairement à ce qu'il laisse entendre dans son dernier ouvrage, le chef de LR se livre à un concours de démagogues et de formules polémiques.

Il se livre, tout d'abord, à une attaque en règle contre l'engagement écologique, renouant ainsi avec l'une des formules les plus marquantes de son quinquennat, tenues lors d'une visite au Salon de l'Agriculture, « l'environnement, ça commence à bien faire ». Comme si, au lendemain de la COP 21, la prétendue opposition entre agriculture, aménagement du territoire et écologie, avait encore un sens. Comme si l'environnement n'était qu'une variable d'ajustement parmi d'autres, alors qu'il s'agit sans doute d'un des engagements majeurs du siècle.

Son prédécesseur à l'Élysée, Jacques Chirac, a impulsé, en mars 2005, la reconnaissance dans la constitution du principe de précaution, notamment pour des raisons environnementales. Il semble que Nicolas Sarkozy, était pourtant ministre régalien du gouvernement Raffarin à cette occasion. Il n'a jamais cru utile de manifester la moindre réprobation publique à l'égard de cette initiative présidentielle.

Il s'en prend aussi au « paquet neutre », croyant pouvoir faire flèche de tout bois, comme si la consommation de tabac ne représentait pas l'une des premières causes de développement des cancers et des maladies cardio vasculaires. Nicolas Sarkozy se permet aussi de critiquer à travers son argumentaire, l'embargo visant la Russie, comme si les difficultés du monde agricole pouvaient se résumer aux conséquences de cette décision diplomatique nationale et européenne indispensable. Derrière la décision d'embargo, il existe un enjeu majeur : l'avenir, l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et le principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-

mêmes. Il s'agit aussi d'honorer la parole de la France, au service d'une initiative franco-allemande et européenne. Ces réalités semblent échapper à l'ancien chef de l'État, pour les besoins d'un effet de tribune.

Quant au plan Marshall de 10 milliards, qu'il invoque de manière péremptoire, au bénéfice du monde rural, il contredit directement tout le discours économique de LR, sur la baisse drastique des dépenses publiques et les économies de 100 milliards sur 5 ans, et la

diminution de 25 milliards de l'impôt direct dès l'été 2017, scandé régulièrement comme la panacée. Il contredit aussi, l'annonce du « contrechoc fiscal » qui se présente d'abord comme un choc d'injustices sociales et fiscales. Il est vrai que le sujet essentiel vise avant tout, à tenter de ne pas perdre une consultation primaire ouverte à droite, en novembre prochain, à travers une surenchère néolibérale permanente.

Quant au plan Marshall de 10 milliards, qu'il invoque de manière péremptoire, au bénéfice du monde rural, il contredit directement tout le discours économique de LR, sur la baisse drastique des dépenses publiques et les économies de 100 milliards sur 5 ans, et la diminution de 25 milliards de l'impôt direct dès l'été 2017, scandé régulièrement comme la panacée.

M.B.



Giséle Sapiro...

... est sociologue. Elle travaille sur le champ intellectuel, la circulation internationale des œuvres et des idées, et en particulier sur les écrivains et la littérature. Elle est directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Dernier ouvrage en date : *La responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France*, Seuil, 2011.

« Chez nombre d'intellectuels « néo-réactionnaires », il y a une condamnation de la philosophie des droits de l'homme et du féminisme, rendus responsables de la décadence de la société »



En quoi l'invasion de l'espace public par des essayistes mus par la défense identitaire est-elle alarmante, dans un contexte marqué par la montée du Front national ?

Ces essayistes rivaux à la défense d'une identité française mythique contribuent à construire et à nourrir les peurs de perte d'identité. Ils légitiment, de cette façon, le racisme ordinaire, en lui donnant une forme euphémisée, et donc, accep-

table. Leurs discours jouent un rôle important dans le processus d'identification à la population dominante et de dés-identification de la population stigmatisée, en l'occurrence la population musulmane, qui est suspectée, dans son ensemble, de vouloir détruire cette identité française. Au lieu d'analyser, de distinguer, ils pratiquent constamment l'amalgame, procédé typique de la rhétorique pamphlétaire, impu-

tant cette volonté destructrice à tous les musulmans, y compris ceux, pourtant si nombreux, qui condamnent les attentats terroristes. Cette stigmatisation est dangereuse : elle légitime, en la masquant, la violence symbolique quotidienne dont les membres de cette population, français ou immigrés, font l'objet, ainsi que les actes de violence physique dont ils sont victimes. Elle conforte, relaie, diffuse en le banalisant le discours du Front national dans ce domaine, discours qui est d'ailleurs repris par une fraction des « Républicains » emmenée par Nicolas Sarkozy et qui se propage même dans une certaine gauche, sous couvert de la défense de la laïcité.



Comment caractériser ceux que vous désignez sous le nom d'intellectuels « médiatiques » ?

Les « intellectuels médiatiques » sont ceux qui tirent l'essentiel de leur légitimité des médias. On peut les distinguer de ceux qui sont reconnus dans leur champ de référence, universitaires, écrivains. Les universitaires interviennent généralement sur la base de leur compétence, c'est la figure de « l'intellectuel spécifique », tel que défini par Foucault. Les écrivains ont délaissé la posture de l'intellectuel universaliste qu'ont incarnée Zola ou Sartre face à la montée des experts. Du coup, les « intellectuels médiatiques » se sont accaparé le monopole du discours généraliste. Rodés aux rouages de la machine médiatique qu'ils maîtrisent parfaitement, ils parlent de tout à tort et à travers, et font surtout appel aux sentiments les plus faciles à manipuler à coup de phrases grandiloquentes et d'exclamations indignées qui légitiment les peurs les plus instinctives, en les habillant d'un vernis de culture. Soucieux d'entretenir leur présence dans l'espace public, qui leur assure des profits non seulement symboliques mais aussi économiques, ils multiplient les interventions et les confé-

rences, publiant aussi des ouvrages destinés à une large diffusion, qui alimentent le débat et la polémique médiatique. Il faut, cependant, distinguer les « notables » qui, à l'instar d'Alain Finkielkraut ou Pascal Bruckner, euphémisent leur propos et parlent au nom de la morale et de valeurs universelles - c'est-à-dire les valeurs du groupe dominant présentées comme universelles) -, des « polémistes », tels qu'Eric Zemmour qui adoptent un style pamphlétaire plus virulent et pratiquent l'attaque *ad hominem*.



Comment expliquer l'hégémonie médiatique de ces néoconservateurs ? Est-ce le signe d'une dérive droite de la société française ?

On observe une droitisation de l'espace public, qui tient, en partie, au vieillissement social de ces intellectuels médiatiques, mais aussi au fait que les voix intellectuelles qui pouvaient leur faire contrepoids, comme celle de Pierre Bourdieu, se sont éteintes. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'intellectuels de gauche, mais ils n'ont pas la même visibilité ni la même autorité, et ils sont souvent rétifs, comme l'était d'ailleurs Pierre Bourdieu lui-même, à jouer le jeu des médias, maîtrisant moins les techniques de communication. Mais, le succès du discours de ces intellectuels néoconservateurs tient aussi à la conjoncture, à savoir aux peurs suscitées par les attentats, à l'afflux massif des migrants, en Europe, qui ont réveillé des craintes ancestrales chez toute une partie de la population - et d'autant plus qu'ils étaient accueillis avec empathie par une autre partie -, à la crise économique et politique, ainsi qu'aux déceptions face aux politiques menées par les gouvernements de gauche. Tous ces facteurs favorisent la progression des idées de droite, voire d'extrême-droite, dans nombre de pays européens.



Quels sont les signes de cette droitisation des esprits que vous décrivez ?

La montée du Front national aux élections en est évidemment le premier signe. Mais la propagation, à droite comme à gauche, d'un discours sécuritaire visant à légitimer et à pérenniser des mesures d'exception en est un autre. En voulant le combattre, la réappropriation de ce discours risque de faire le lit du Front national.

Sur le plan économique, le clivage droite-gauche est traversé par une division entre ceux qui souscrivent aux doctrines néo-libérales et ceux qui tentent de leur résister. Cette division contribue à affaiblir la gauche comme la droite et à renforcer le Front national.



Le Front national, lui-même, a entrepris une stratégie de séduction à l'égard des intellectuels et des artistes. Ne cherche-t-il pas ainsi à théoriser un discours identitaire pour mieux affirmer le principe de « préférence nationale » ?

Il s'agit, en effet, de théoriser et d'« étayer » ce discours identitaire, mais aussi sans doute de lui donner un contenu culturel « positif », car, pour le moment, il ne se construit que par le rejet de l'autre, donc il repose essentiellement sur la

rhétorique de dés-identification. Cette entreprise de séduction vise probablement à répondre aux attentes des jeunes étudiants et diplômés qui adhèrent à ce parti sur la base d'une défense de l'identité française, et à ouvrir un appel d'offre à leur endroit. Je suis cependant curieuse de voir ce que sera cette culture, quand on sait les mesures prises par les maires frontistes dans les bibliothèques d'Orange et de Marignane : exclusion des livres sur l'homosexualité et le féminisme, commande d'ouvrages de penseurs d'extrême-droite, comme Robert Brasillach,

Henry Coston et Jean Raspail... Il est intéressant de confronter ces mesures de censure aux déclarations de Marine Le Pen en faveur de la liberté d'expression.



La présence de ce type de discours « néoconservateur » ou « néo-réactionnaire » dans l'espace public est-il récent ? En quoi est-il différent de celui des polémistes d'extrême droite des XIX^e et XX^e siècles ?

Le discours réactionnaire remonte, en France, à la Contre-Révolution et à des figures comme de Maistre et Bonald qui ont constitué des références pour les générations ultérieures. Ils s'opposaient à la souveraineté du peuple, à l'égalité, à la liberté - notamment, la liberté d'expression, vue comme un ferment et une source de contagion des idées contestataires. Avec la défaite de

1871, face à la Prusse, et l'avènement de la Troisième République, ce discours s'est cristallisé contre la démocratie parlementaire et les « ennemis de l'intérieur » : protestants, juifs, francs-maçons, « métèques » - dénoncés par Charles Maurras, le leader de la ligue monarchiste d'Action française, comme les quatre « Etats confédérés ». Les pamphlets de Drumont ont assuré une large diffusion au discours antisémite, qui va culminer dans les années 1930, revigoré sous l'in-

fluence de l'Allemagne nazie. Ce type de discours renforce le processus de « dés-identification » de la population dominante à l'égard des groupes minoritaire, tout en contribuant à la construction d'une identité française « latine » et catholique, au moment où la jeune République s'efforçait, à travers la généralisation de l'accès à l'école primaire, d'unifier une population très hétérogène, y compris sur le plan linguistique, sous la bannière d'une identité française laïque inclusive des minorités religieuses. Mais, les modes d'identification évoluent aussi : alors que

Le discours réactionnaire remonte, en France, à la Contre-Révolution et à des figures comme de Maistre et Bonald qui ont constitué des références pour les générations ultérieures. Ils s'opposaient à la souveraineté du peuple, à l'égalité, à la liberté - notamment, la liberté d'expression, vue comme un ferment et une source de contagion des idées contestataires.

Maurras avait construit une identité occidentale « latine » contre la culture germaniste qu'il renvoyait à l'orientalisme, la génération d'intellectuels d'extrême droite qui émerge dans les années 1920 redéfinit la notion d'« Occident », à partir de l'opposition entre le Nord et le Midi pour inclure l'Allemagne nazie. Ce principe d'identification sous-tendra le discours des thuriféraires de la collaboration avec l'occupant, après la défaite de 1940 et le processus de dés-identification d'avec la population juive ostracisée, « justifiant » les mesures antisémites prises par le régime de Vichy - mesures que Maurras préconisait de longue date -, puis les rafles et la déportation.

Ce discours partage avec celui d'aujourd'hui des éléments de fond et de forme. Sur le fond, il y a surtout la défense identitaire de la culture « occidentale » face à la menace d'un déclin annoncé. Sur le plan de la rhétorique, on retrouve la construction d'un passé mythique où le groupe dominant aurait formé une identité homogène, le discours apocalyptique sur la décadence, la désignation des groupes dominés comme facteurs de déclin, la démonisation des groupes stigmatisés, décrétés « inassimilables ». Les cibles ont changé, cependant. Les musulmans sont, aujourd'hui, la population stigmatisée, et l'antiracisme est présenté comme une doxa bien-pensante, dont il faut se libérer. Chez nombre de ces intellectuels « néo-réactionnaires », il y a aussi une condamnation de la philosophie des droits de l'homme et du féminisme, rendus responsables de la décadence de la société, sans parler du *Mariage pour tous* qui a été un temps fort du rassemblement des forces conservatrices. Pour la plupart d'entre eux, Mai 1968 joue le rôle qui était celui de la Révolution française dans le discours réactionnaire du XIX^e siècle. On repère aussi dans le discours de nombre d'entre eux une référence au néo-conservatisme américain, qui demeure souvent implicite.

Une autre différence importante réside dans le fait que les intellectuels réactionnaires des XIX^e et XX^e siècles étaient, pour la plupart, des journalistes écrivant régulièrement dans une presse d'opinion dont la mouvance était clairement identifiée, alors que ceux d'aujourd'hui évitent soigneusement le marquage politique, allant jusqu'à nier le clivage droite/gauche, pour mieux disséminer leurs idées auprès d'un public le plus large possible. Ils saturent l'espace public, dans un contexte où la plupart des médias, de droite comme de gauche, se présentent comme des tribunes d'information et tentent d'adopter un regard objectif sur l'actualité.

Sur le plan de la rhétorique, on retrouve la construction d'un passé mythique où le groupe dominant aurait formé une identité homogène, le discours apocalyptique sur la décadence, la désignation des groupes dominés comme facteurs de déclin, la démonisation des groupes stigmatisés, décrétés « inassimilables ».

Au fond, les intellectuels ne sont-ils pas une espèce en voie de disparition ?

Les médias restent attachés à la figure de l'intellectuel universaliste, qui passe mieux dans les médias que l'intellectuel spécifique. Ce dernier doit déconstruire à la fois le discours des « intellectuels médiatiques » et celui des experts qui justifient les politiques néolibérales ou l'Etat d'urgence, pour prendre

des exemples actuels, il doit tenir compte de réalités complexes qu'il faut prendre le temps d'étudier de façon approfondie, il doit résister à la tentation de faire des analogies hâtives. Bourdieu a forgé la notion « d'intellectuel collectif » pour penser le mode d'intervention approprié dans l'actuelle division du travail intellectuel. Il a lui-même fondé le groupe *Raisons d'agir* et la maison d'édition du même nom, mais de tels groupes existaient déjà, par exemple le Gisti. Cependant, ces groupes qui font un travail important trouvent peu d'écho dans les médias qui préfèrent des signatures individuelles et des figures bénéficiant d'une certaine visibilité médiatique et éditoriale, notamment parce qu'ils font monter les ventes des journaux ou l'audimat.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

FN : l'illusion du changement !

Programme, stratégie, alliances... Réunis en séminaire interne les 5, 6 et 7 février, les membres du bureau politique du FN, accompagnés, pour l'occasion, de parlementaires et de quelques experts ont débattu, notamment, des aspects économiques du programme du parti, en ciblant, plus particulièrement les deux catégories d'électorat les plus sensibles à ces questions : les retraités et les catégories socio-professionnelles supérieures, qui ne goutent guère au discours anxiogène d'un parti dont ils se sentent éloignés.

Rassurer... Il s'agissait donc de les rassurer, tout en tentant de comprendre pourquoi la barrière du second tour reste un problème pour un parti, qui a échoué à emporter le moindre département ou la moindre région, en 2015. Histoire, surtout, de réfléchir au meilleur moyen de lutter contre les campagnes anti-FN. D'emblée, Florian Philippot avait fixé le cap : dépasser le fameux « plafond de verre » que semble avoir atteint le parti. Le tout, en levant les derniers obstacles qui persistent et qui font qu'une partie de la population reste résolument hostile à ce mouvement d'extrême droite, qui se complait dans la division et la violence.

En cause : la stratégie économique. Avec, pour cœur de cible, les petits patrons, les artisans, les commerçants et, plus généralement, les électeurs de droite qu'il faut convaincre, coûte que coûte. Tant et si bien que les débats sur l'allègement des cotisations, la baisse des charges, la taxation des grandes entreprises, la force de frappe des PME-TPE, ou bien encore la suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF), ont occupé les esprits, l'espace d'un week-end. À l'exception d'un Florian Philippot qui se com-

plait dans le souverainisme économique, une majorité de dirigeants frontistes entendent clairement mettre en avant les aspects libéraux de leur plate-forme programmatique pour que la question monétaire n'en soit pas « l'alpha et l'oméga », en résonance aux propositions d'un parti de droite classique. Et ce, au prix d'un véritable revirement idéologique qui fait écho aux mesures libérales prônées par Gérard Longuet, l'inspirateur du projet économique du Front national, lors de sa création...

Brouillage idéologique. C'est le conjoint de Marine Le Pen, Louis Aliot, qui, le premier, a sonné la charge, estimant qu'il convenait de

À l'exception d'un Florian Philippot qui se complait dans le souverainisme économique, une majorité de dirigeants frontistes entendent clairement mettre en avant les aspects libéraux de leur plate-forme programmatique pour que la question monétaire n'en soit pas « l'alpha et l'oméga », en résonance propositions d'un parti de droite classique.

temporiser, avant d'engager une sortie de la France de la zone euro. Tant et si bien que la direction du parti d'extrême droite s'est s'engouffrée dans la brèche, en appelant à un référendum et à l'ouverture d'un sommet européen sur le sujet.

Derrière ce vrai-faux débat sur la sortie de l'euro, la montagne a accouché d'une souris. « Les grandes valeurs et les grands axes de notre

projet politique ont été réaffirmés, parmi lesquels la souveraineté nationale et la souveraineté économique et monétaire », précise un communiqué du parti, à l'issue du séminaire. Mais, sur le fond, le FN ne renonce à aucun de ses projets. Et l'on voit bien que ses préconisations sur la monnaie unique sont noyées dans d'autres thématiques.

Vieilles recettes. À y regarder de plus près, seul le discours a changé, mais pas l'orientation, qui reste fondamentalement la même. Le flou entretenu sur la sortie de l'euro, pierre angulaire du programme économique du FN, en est la par-

faite illustration. Dans sa stratégie de conquête des catégories socio-professionnelles supérieures, des « sachants » et des plus de 65 ans, c'est peu dire que le sujet ne fait guère recette. Ce, d'autant plus que les retraités sont acquis, pour une large majorité, à la droite et qu'ils se montrent résolument réfractaires au retour au franc. Or, c'est là que se trouve le principal vivier du FN, chez un électorat en proie au doute et en plein désarroi, à l'heure où aucun candidat ne se démarque, à droite. Les études montrent, par ailleurs, qu'il s'agit là du principal épouvantail pour les entreprises, y compris les PME, qui s'inquiètent beaucoup des conséquences du retour de l'ancienne monnaie. Sans compter qu'une partie de la jeunesse est familiarisée à l'Europe, avec le programme économique, la libre-circulation entre les pays européens. « *Le FN va probablement conserver le grand principe idéologique de la sortie de l'euro, mais sur un très long terme, avec des conditions préalables très strictes. En gros, la repousser aux calendes grecques* », prédit Gilles Ivaldi.

Auteur d'une étude sur la transformation du programme économique du Front national, ces trente dernières années, ce chercheur au CNRS à l'université Nice-Sophia Antipolis, constate des changements de pied, calculs à l'appui : alors qu'aux législatives de 1993, les deux tiers des propositions frontistes étaient ancrées à droite, l'arrivée de Marine Le Pen s'est traduite par un véritable virage écono-

mique. Pas moins de 68 % des mesures formulées par son parti, depuis, se placent désormais à gauche. C'est précisément les CSP+ et les retraités que Marine Le Pen et ses soutiens vont devoir convaincre de leur prétendue mutation économique. Ou comment leur démontrer qu'après avoir soutenu une ligne « sociale-populiste », défendue par Florian Philippot, ils en reviennent à une approche « libérale-protectionniste », sous l'égide de Louis Aliot et Robert Ménard.

Gilles Ivaldi parie très clairement sur une victoire des seconds : « *Ce qu'on va avoir, c'est probablement une sorte de « libéral-protectionnisme* », confie-t-il (1). *Avec une Marine Le Pen très libérale à l'intérieur, et beaucoup moins à l'extérieur* ». D'où le forçage à l'adresse des petits entrepreneurs et des patrons aux accents poujadistes que sut incarner, en son temps, Jean-Marie Le Pen. Mais, qu'on ne s'y trompe pas : les principaux enjeux sont culturels, comme l'immigration, la sécurité, la préférence nationale. L'histoire ne fait, en fait, que se répéter... « *Dans une élection présidentielle, si les enjeux culturels sont essentiels au premier tour, avoir un vrai programme économique est un élément fondamental pour l'emporter au second* », conclut Gilles Ivaldi.

Bruno Tranchant

(1) *Europe 1*, 4 février.